

L'EDITO

Béatrice Delvaux

ÉDITORIALISTE EN CHEF

LA COMMUNE, AGENT « INTÉGRATEUR »

Toutes ces affaires de plans, de commissions spéciales, de task forces, c'est comme quand ma mère me demandait de faire le ménage et que je ne voulais pas : je mettais tout sous le matelas. Je n'y crois pas ! Il faut du courage pour soutenir la diversité. » Dans son interview ce week-end, Assita Kanko ajoutait à ses suggestions contre le racisme, frappées du sceau de son franc-parler : « Assez de

bla-bla, il faut du concret. »

Du concret ? C'est aussi la préoccupation d'universitaires européens exprimée dans une contribution publiée dans ce journal en page 11. Dans la foulée d'un grand débat sur l'intégration fin août à l'université espagnole de Santander, ils ont émis l'idée de lancer une possibilité pour les municipalités et les pouvoirs locaux de briguer des fonds européens, finançant à la fois des projets consacrés aux politiques d'intégration des immigrés et d'investissement. « Au lieu de compter uniquement sur l'idéalisme solidaire, il faut faire appel à un mécanisme de marché et aux intérêts des

communautés locales », soulignent les auteurs qui estiment qu'« en rendant une partie de la décision aux citoyens, cette proposition réaliste pourrait vraisemblablement affaiblir la politique de la haine des populistes de droite ». Alors que nous avons le nez sur

les élections communales, il y a de fait une évidence : s'il y a bien un niveau de pouvoir capable de tisser du lien entre les individus, de les faire se rencontrer et travailler ensemble, c'est bien les communes. Les universitaires réunis à Santander n'ont rien inventé - des possibilités de ce genre existent déjà. Mais c'est le focus sur la commune mis dans

S'il y a un niveau de pouvoir capable de tisser du lien, c'est la commune

les plans d'intégration, qui vaut la mention. On veut lutter contre le racisme ? Ne le faisons pas (que) *top-down*, mais, radicalement, du bas en haut du spectre politique et citoyen. Ces derniers jours d'ailleurs, Bart Somers, bourgmestre Open VLD de Malines rappelait l'efficacité pacificatrice pour le vivre-ensemble, d'une politique forte menée au niveau

communal : sa ville, transformée en quelques années, assume et revendique une diversité « travaillée » et dans laquelle on investit.

Les exemples de la vertu intégratrice et pacificatrice du niveau communal contre le racisme et le rejet de l'autre, existent. L'exemple de la Plateforme citoyenne au Parc Maximilien est, dans une certaine mesure, à ranger dans cette catégorie, mais aussi les expériences vécues d'accueil de migrants et d'insertion dans les projets communaux à Belgrade, Sainte-Ode ou

Walcourt, après des débuts parfois très difficiles.

Les communes, agents intégrateurs ? Cela ne se fait jamais par l'opération du Saint-Esprit : il faut un plan d'actions, des moyens dédiés dans des projets via lesquels les immigrés peuvent exprimer leur valeur ajoutée au quotidien. En matière de racisme, on peut en effet « convertir » les individus par des actes concrets, souvent seuls à même de court-circuiter les préjugés. Plus efficace en tout cas que les discours/prêches ou interdits moraux qui tombent du ciel.